

APARTHEID

L'illégalité et la violence de l'occupation coloniale israélienne en Palestine sont fréquemment dénoncées. On oublie souvent qu'Israël pratique un apartheid raciste analogue à celui institué par les Blancs en Afrique du Sud jusqu'en 1991. L'ONU définit l'apartheid comme « un système de ségrégation et de discrimination raciale institutionnalisées, dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial sur un autre, et de l'opprimer systématiquement » (résolution 3068 que la France, Israël et les Etats-Unis ont refusé de ratifier).

En Israël

En Israël, les Palestiniens (1 million et demi, 20% de la population) sont des citoyens de deuxième classe. La loi israélienne leur interdit de posséder des propriétés sur 93 % du territoire qui est exclusivement réservé aux juifs d'Israël ou d'ailleurs.

La loi les discrimine dans la législation de la nationalité et du mariage, dans l'accès à l'éducation, aux logements et aux avantages sociaux.

Plus d'une centaine de villages Palestiniens d'Israël ne sont pas reconnus et ne reçoivent par conséquent aucun service.

A Jérusalem-Est et dans le Golan syrien

L'apartheid est encore plus poussé à Jérusalem-Est annexé par Israël en 1967, et sur le plateau syrien du Golan (dont 95 % de sa population a été expulsée en 1967) annexé en 1981. Dans les deux cas, les habitants légitimes sont privés de citoyenneté et de droits civils.

En Cisjordanie

L'apartheid est total en Cisjordanie.

Pour les 300.000 colons juifs : lois et droits israéliens, communautés fermées, protection militaire, routes pour colons seulement, droit acquis d'attaquer les civils palestiniens.

Pour les 2,5 millions de Palestiniens : juridiction militaire, 6000 prisonniers, punitions collectives et tortures, confiscations de terres, couvre-feux, assassinats ciblés, bombardements, checkpoints et système de laissez-passer empêchant la libre circulation dans et hors de la Cisjordanie. Le Mur de séparation annexe 10% de la Cisjordanie à Israël et empêche près de 100000 Palestiniens d'accéder à leurs familles, lieux de travail, écoles, universités ou hôpitaux.

Depuis 1967, plus de 18000 maisons palestiniennes ont été détruites, plus d'un million d'oliviers et autres arbres fruitiers arrachés. Israël contrôle l'eau de Cisjordanie, en confisque plus de 80 % et revend le reste 4 fois son prix aux Palestiniens.

A Gaza

Près de 2 millions de Palestiniens de la bande de Gaza vivent un cas extrême d'oppression systématique: blocus total depuis 2007, privation des produits de première nécessité, destructions et bombardements violents répétés (2009, 2012, 2014 : 4000 morts). Israël a aussi tué des militants pacifiques venus par la mer pour briser le blocus.

Dans le monde entier

Près de six millions de Palestiniens restent exilés et privés du droit au retour dans leur pays. A différents degrés, ce sont donc bien tous les Palestiniens (11 millions de personnes, dont la moitié a le statut de Réfugié) qui vivent une ségrégation quotidienne.

Nettoyage ethnique

Le régime imposé par les 6 millions d'Israéliens sur les 11 millions de Palestiniens du monde entier ne se limite pas à l'apartheid. Chaque année, des milliers de Palestiniens sont chassés maison par maison ou par villages entiers à l'intérieur d'Israël (Bédouins du Néguev/Naqab), dans Jérusalem Est, en Cisjordanie et à Gaza. Ces crimes s'ajoutent à l'apartheid pour justifier absolument la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions.

LA CAMPAGNE DANS LE MONDE ET AUJOURD'HUI EN FRANCE

L'appel de 2005 a reçu un écho grandissant dans le monde : maintenant les sociétés civiles de 40 pays y participent. En Israël, le courant « Boycott from within » et d'autres associations participent activement à la campagne BDS.

La campagne BDS se décline sous plusieurs formes qui ne cessent de s'enrichir :

- Le boycott économique des entreprises israéliennes.

Par exemple Mehadrin (produits agricoles), Sodastream, TEVA (médicaments génériques), Keter et les produits Ahava distribués par Séphora. La campagne BDS a contribué à la déconfiture d'Agrexco qui précédait Mehadrin. La société coloniale Mehadrin voit maintenant ses ventes baisser en Europe.



Mehadrin hors d'Europe ! Sodastream, touché par la campagne BDS, quitte les territoires palestiniens occupés. Sa nouvelle usine est implantée sur des terres volées aux Bédouins palestiniens du Naqab/Néguev, ce qui continue d'en faire une cible pour la campagne BDS.

- Le boycott académique, culturel et sportif.

De nombreux artistes, universitaires et sportifs célèbres tels que Ken Loach, Jean-Luc Godard, Peter Brook, Meg Ryan, Roger Waters, Peter Gabriel, Elvis Costello, Massive Attack, Titi Robin, Angela Davis, Alice Walker, Naomi Klein, Eduardo Galeano, Stephen Hawking, Henning Mankell, Eric Cantona, Frédéric Kanouté, Trevor Hogan, plus de 600 acteurs culturels suisses, 500 artistes canadiens, 500 artistes irlandais et 100 intellectuels norvégiens ont refusé de répondre à des invitations en Israël et refusent de participer à des manifestations culturelles, universitaires et sportives parrainées par les institutions israéliennes.

Des syndicats d'enseignants ont également appelé publiquement à rompre les accords avec les institutions universitaires israéliennes. Après une intense campagne de BDS South Africa, l'université de Johannesburg a rompu ses liens avec l'université Ben Gourion en 2011.

BDS France mène campagne contre la tenue et la participation à des événements sportifs en Israël,

et proteste lors d'apparition d'équipes nationales israéliennes sur les stades européens.

La campagne BDS s'oppose à la tenue des événements co-organisés en France avec des institutions israéliennes, festivals, jumelages, etc. Elle combat aussi toutes les tentatives de normalisation, c'est-à-dire les initiatives qui cherchent à faire croire à une égalité entre Israéliens et Palestiniens, entre occupant et occupés.

BDS France participe aussi à la campagne internationale contre le KKL (Fonds national juif) qui encadre, en Israël et dans les colonies, la politique d'apartheid basée sur des critères strictement communautaires.

Désinvestissement :

La campagne BDS appelle les banques et fonds de pension à désinvestir d'Israël. Elle vise aussi les entreprises non israéliennes qui trempent dans la colonisation israélienne. Ainsi, Veolia a payé pour ses activités dans les territoires occupés par des milliards d'euros de contrats perdus et a annoncé qu'il se retirerait d'Israël. La campagne se poursuit pour qu'Orange cesse de participer directement à la colonisation via son partenariat avec la société Partner Communications.

Sanctions :

Comme contre l'Afrique du Sud de l'Apartheid, BDS mène campagne pour l'isolement d'Israël par les institutions nationales et internationales. Depuis début 2014, l'Europe oblige en principe à refuser d'investir dans les colonies, c'est un premier pas. La campagne BDS soutient les initiatives visant à faire condamner Israël par la Cour pénale internationale. Enfin, répondant à l'appel à un embargo militaire d'Israël lancé en 2011, BDS France demande la fin des coopérations avec les entreprises (IAI, Elbit Systems...) et universités (Technion...) du complexe militaro-industriel et sécuritaire israélien.

Les succès de la campagne BDS inquiètent Israël, qui ne sait répondre à cette campagne non violente basée sur les droits humains universels que par la répression et l'accusation absurde d'antisémitisme.

Les succès de la campagne BDS nous encouragent à la développer résolument.